

ISRAËL, PUISSANCE IMPÉRIALISTE ET PIVOT MILITAIRE AU MOYEN-ORIENT

SOLIDARITÉ DE CLASSE AVEC LES PEUPLES LIBANAIS ET PALESTINIEN



ISRAËL, PUISSANCE IMPÉRIALISTE AU MOYEN ORIENT

Israël n'est pas un simple État « en conflit » avec ses voisins : c'est une colonie de peuplement et une puissance impérialiste à part entière, dont le capital et l'appareil militaire jouent un rôle autonome dans la région. Sa domination s'adosse à l'architecture de contrôle des États Unis et des puissances européennes au Moyen Orient, qui s'appuient sur lui comme allié et relais dans la région.

ISRAËL, COLONIE DE PEUPLEMENT

En 1948, la création de l'État d'Israël s'est accompagnée de l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens, la Nakba, et d'une première guerre contre la Palestine, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban. L'État s'est construit sur l'expropriation du peuple palestinien, la confiscation de ses terres et de ses ressources et la négation de son droit à l'existence.

Le projet sioniste repose sur l'appropriation de la terre, l'implantation de colonies et l'instauration d'un rapport colonial qui relègue la population palestinienne à la marginalisation, l'enfermement et le déplacement. Cette colonisation s'inscrit dans une logique d'accumulation du capital, où la dépossession d'un peuple se traduit par l'appropriation de ses terres, de ses ressources et de son travail au profit de la classe dominante.

ISRAËL, PUISSANCE RÉGIONALE DE DOMINATION

Depuis 1948, la colonisation ne s'est jamais interrompue : extension des colonies, confiscation des terres, contrôle de la populations

L'État sioniste protège l'accès aux routes maritimes et aux ressources énergétiques, participe aux dispositifs militaires des États-Unis et de l'OTAN et intervient régulièrement en Syrie, en Iran ou au Yémen. Ces opérations alimentent ses industries de l'armement, de la sécurité et de la haute technologie, qui tirent profit de la militarisation permanente.

ISRAËL, PIVOT DE L'IMPÉRIALISME USA/UE

Israël est une puissance impérialiste régionale insérée dans une architecture de domination dirigée par les États Unis et les anciennes puissances coloniales européennes. Dès l'origine, il est conçu comme un avant-poste militaire et politique de l'impérialisme occidental dans une région stratégique pour le pétrole et les routes maritimes.

L'impérialisme correspond à un stade du capitalisme où les monopoles et le capital financier sont obligés d'étendre leurs zones d'influence pour se développer. Dans ce cadre, Israël apparaît comme un élément d'une architecture mondiale de domination, où son propre capital monopoliste agit conjointement avec les grands groupes industriels, financiers et énergétiques des puissances impérialistes.

Les États-Unis et l'Europe occidentale s'appuient sur Israël comme relais pour surveiller, contrôler et, si nécessaire, écraser par la force les peuples et les États considérés comme des obstacles à leurs intérêts. Il bénéficie d'un soutien économique, militaire et technologique massif et joue le rôle de bras armé de cet ordre dans la région.



ACCORDS DE NORMALISATION ET NOUVEL ORDRE RÉGIONAL

Les accords dits « d'Abraham » ont été signés entre Israël et plusieurs États arabes : Émirats arabes unis et Bahreïn en 2020, rejoints ensuite par le Maroc et le Soudan. Ces traités normalisent les relations diplomatiques et renforcent l'intégration d'Israël dans l'architecture impérialiste régionale.

Ils organisent un front commun entre l'État sioniste, les États-Unis, l'Europe et des régimes arabes contre les forces qui contestent cet ordre, notamment en Iran, en Syrie et en Palestine. Israël occupe ainsi une fonction spécifique : garantir, au besoin par la force, la stabilité d'un ordre favorable à l'accumulation du capital et à la circulation des marchandises, des capitaux et des ressources énergétiques.

LIBAN : LA GUERRE COMME INSTRUMENT DE DOMINATION

Dans ce cadre, le Liban est frappé directement par la stratégie militaire israélienne. **Depuis 2024, l'armée israélienne multiplie les bombardements massifs contre des quartiers résidentiels, des infrastructures civiles et des villages entiers. Au 1er juin 2026, au moins 3 433 personnes, dont plus de 3 200 civils, ont été tuées et plus de 10 000 ont été blessées, tandis qu'un habitant sur cinq, soit plus d'un million de personnes, a été jeté sur les routes.**

Des villes et des villages entiers ont été vidés : les maisons éventrées, les jouets abandonnés et les photos de famille déchirées restent au milieu des pierres. Des familles reviennent parfois sur les lieux après les bombardements pour chercher un carnet, une photo, un morceau de leur vie avant de repartir sans rien.

Routes, réseaux électriques, écoles, hôpitaux et infrastructures essentielles sont ciblés, aggravant la dépendance du pays et sa crise sociale. Les ordres d'« évacuation » et les interdictions de retour terrorisent des centaines de milliers de personnes dans le sud du Liban et au sud de la Bekaa, produisant un exode massif de la populations, qualifié de crime de guerre.

L'occupation de villes et de villages frontaliers et la violation permanente de l'espace aérien transforment la frontière en zone tampon militarisée, privant les enfants d'un accès normal à l'école et à une vie stable. **Israël se comporte ainsi comme une armée régionale de choc, prête à frapper de Gaza au Liban pour imposer, par la force, l'ordre voulu par les grandes puissances capitalistes.**



AU 1ER JUIN 2026

3 433

PERSONNES TUÉES
DONT PLUS DE

3 200 CIVILS



PLUS D'UN

MILLION

DE PERSONNES

JETÉES SUR LES ROUTES



INFRASTRUCTURES
CIVILES CIBLÉES :

**ROUTES, ÉCOLES,
HÔPITAUX, RÉSEAUX
ÉLECTRIQUES...**



PALESTINE : UNE OFFENSIVE D'AMPLEUR HISTORIQUE

Dans le même temps, la Palestine subit une offensive historique. Depuis 2023, la guerre menée par l'État sioniste contre Gaza a causé la mort de plus de 70 000 Palestiniens et blessé plus de 170 000 personnes, tandis que des milliers d'autres restent portés disparus sous les décombres. Des études indépendantes montrent que ces chiffres sont fortement sous-estimés.

Des quartiers entiers ont été rayés de la carte : des immeubles ouverts comme des carcasses, des cartables d'enfants et des lits d'hôpital brisés dans les gravats. Des familles vivent dans l'attente, entre espoir et désespoir, sans savoir si leurs proches sont morts, blessés ou prisonniers sous les ruines.

Plus de 1,9 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de Gaza, et vivent sous des tentes déchirées ou dans des écoles transformées en refuges, avec pour horizon des files d'attente interminables pour un peu de nourriture et d'eau. Les enfants y dorment en vêtements trempés, les pieds nus dans la boue, apprennent les bruits des bombardements avant ceux de la cour de récréation et comptent les explosions avant de compter les lettres de l'alphabet.

En Cisjordanie, attaques, expulsions et colonisation accélérée imposent un régime de violence et de dépossession : nouvelles colonies, agressions de colons, confiscation des terres et fragmentation du territoire. Le but est de rendre toujours plus difficile l'exercice du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même.



LES PUISSANCES OCCIDENTALES ET LA RECOLONISATION

Les chancelleries occidentales parlent de « paix » et de « droit international », tout en livrant des armes, en protégeant politiquement l'entité sioniste et en tolérant bombardements et déplacements de population. La guerre au Moyen-Orient s'inscrit dans une stratégie de domination où les puissances impérialistes cherchent à maintenir leur influence par le contrôle des ressources, des marchés et des routes énergétiques.

Des millions de personnes sont déracinées, privées de soins, de travail et de logement, les femmes et les filles étant particulièrement exposées aux violences et à l'absence de protection. Derrière chaque déplacement, ce sont des maisons abandonnées, des écoles fermées et des lieux de travail détruits, laissant les peuples face à la faim, à la peur et à l'isolement. En détruisant les infrastructures et en rendant les économies plus dépendantes des financements, des importations et des multinationales, cette politique renforce la mainmise des grandes puissances sur les peuples de la région.

LE RÔLE DES TRAVAILLEURS ET DES SYNDICATS

Dans cette situation, les travailleurs, les syndicats et les organisations de classe peuvent agir au cœur du système : boycott, désinvestissement, sanctions contre la machine de guerre israélienne. Parce qu'ils produisent les richesses, transportent les marchandises et assurent le fonctionnement des raffineries, des ports, des réseaux énergétiques et des industries, ils ont la capacité d'interrompre la production et la circulation du capital.

Quand les travailleurs refusent de produire, de transporter ou de vendre ce qui alimente la guerre, ils peuvent bloquer les flux de marchandises, d'armes et d'énergie. Un port qui refuse de charger des armes, une usine qui arrête sa production ou un pipeline interrompu peuvent empêcher des livraisons de munitions et des ravitaillements de navires de guerre. Une grève, un blocage de port ou d'usine d'armement expriment la force collective des travailleurs qui empêche que les profits soient versés sur le sang des peuples libanais et palestinien.

En coordonnant ces formes de lutte à l'échelle internationale, le mouvement ouvrier peut peser concrètement sur les États et les multinationales.

L'internationalisme ouvrier c'est l'action collective des travailleurs au-delà des frontières pour répondre au capital mondialisé par une organisation de classe internationale.

FNIC-CGT : UNE RÉPONSE INTERNATIONALISTE

L'internationalisme n'est pas un supplément d'âme du syndicalisme : il est une nécessité dès lors que le capital organise sa production, ses échanges et ses guerres à l'échelle mondiale. Face à un capital internationalisé, la réponse des travailleurs doit être internationale.

Pour la FNIC-CGT, cette situation appelle une réponse résolument internationaliste.

Nous nous plaçons aux côtés des travailleurs et des peuples victimes de l'occupation, des bombardements et des politiques impérialistes, qu'ils soient israéliens, palestiniens, libanais ou d'autres pays de la région. Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt des livraisons d'armes, des sanctions contre les responsables de crimes de guerre et la reconnaissance pleine et entière des droits des peuples palestinien et libanais à disposer d'eux-mêmes.

La FNIC-CGT appelle ses syndicats à développer des solidarités concrètes avec les peuples palestinien et libanais, à soutenir les initiatives du mouvement syndical international et à combattre toute complicité avec la guerre. Dans les entreprises, par l'information, les prises de position publiques et la participation aux mobilisations, nous refusons que l'agression impérialiste au Moyen-Orient se poursuive et que les profits des groupes capitalistes se bâtissent sur la guerre et le sang des peuples.

**SOLIDARITÉ DE CLASSE
AVEC LES PEUPLES
LIBANAIS ET PALESTINIEN !**

